

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Beloil

Code géographique : 57040

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), CATHY GOYETTE, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Beloil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.

(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____

Date _____

2016-05-24

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal
de Ville de Beloeil

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Beloeil, de l'organisme qui est sous son contrôle et des partenariats auxquels elle participe, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Beloeil, de l'organisme qui est sous son contrôle et des partenariats auxquels elle participe au 31 décembre 2015 ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Beloeil inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A106981

Granby

[Original signé par]

DATE 2016-05-24

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	31 797 168	32 332 800	32 941 690			32 941 690
Compensations tenant lieu de taxes	2	729 275	627 600	635 380			635 380
Quotes-parts	3					7 349 922	367 557
Transferts	4	386 881	655 000	709 469		1 168 839	1 878 308
Services rendus	5	1 992 604	1 783 800	1 888 459		2 388 586	4 237 750
Imposition de droits	6	1 545 377	1 644 900	1 783 597			1 783 597
Amendes et pénalités	7	843 434	785 800	899 669		519 495	1 419 164
Intérêts	8	215 899	174 100	172 016		34 514	206 530
Autres revenus	9	180 707		106 473		8 169	114 642
	10	37 691 345	38 004 000	39 136 753		11 469 525	43 584 618
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	50 151	807 000	5 354 690		1 639 786	6 994 476
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	348 909	990 000	900 787			900 787
Autres	15	238 200		14 972			14 972
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	637 260	1 797 000	6 270 449		1 639 786	7 910 235
	18	38 328 605	39 801 000	45 407 202		13 109 311	51 494 853
Charges							
Administration générale	19	4 708 493	5 312 989	5 162 354	145 163	670 352	5 307 520
Sécurité publique	20	6 158 937	5 905 429	6 479 459	251 479	3 678 574	7 164 937
Transport	21	5 036 528	5 626 668	5 216 926	2 000 810	3 898 918	9 954 222
Hygiène du milieu	22	5 721 311	6 132 639	5 687 712	1 749 142	2 443 681	7 936 231
Santé et bien-être	23	1 705	1 504	1 604			1 604
Aménagement, urbanisme et développement	24	1 009 002	1 022 513	1 130 438	156 510	64	1 287 012
Loisirs et culture	25	5 461 431	6 097 358	5 846 908	1 282 363		7 129 271
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	1 932 393	1 839 400	1 658 528		191 985	1 850 513
Amortissement des immobilisations	28	5 275 999	5 275 998	5 585 467	(5 585 467)		
	29	35 305 799	37 214 498	36 769 396		10 883 574	40 631 310
Excédent (déficit) de l'exercice	30	3 022 806	2 586 502	8 637 806		2 225 737	10 863 543

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 022 806		2 586 502		8 637 806	2 225 737	10 863 543
Moins: revenus d'investissement	2	(637 260 )	(	1 797 000 )	(	6 270 449)	(1 639 786)	(7 910 235)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 385 546		789 502		2 367 357	585 951	2 953 308
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	5 275 999		5 275 998		5 585 467	1 019 303	6 604 770
Produit de cession	5					46 325	2 424	48 749
(Gain) perte sur cession	6					53 633	(2 424)	51 209
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	5 275 999		5 275 998		5 685 425	1 019 303	6 704 728
Propriétés destinées à la vente								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11							
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	134 800				93 772		93 772
Remboursement de la dette à long terme	17	(5 314 573 )	(	5 515 500 )	(	5 673 896)	(453 079)	(6 126 975)
	18	(5 179 773)		(5 515 500)		(5 580 124)	(453 079)	(6 033 203)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(258 816 )	(		(	97 643)	(13 945)	(111 588)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			150 000		150 000	341 078	491 078
Excédent de fonctionnement affecté	21	21 210		100 000		121 731	189 579	311 310
Réserves financières et fonds réservés	22	(520 800)		(800 000)		(860 223)	87 666	(772 557)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23						(4 347)	(4 347)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(758 406)		(550 000)		(686 135)	600 031	(86 104)
	26	(662 180)		(789 502)		(580 834)	1 166 255	585 421
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 723 366				1 786 523	1 752 206	3 538 729

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Revenus d'investissement	1	637 260	1 797 000	6 270 449	1 639 786	7 910 235
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(170 620)	(89 300)	(164 857)	(3 456)	(168 313)
Sécurité publique	3	(156 391)	(3 000)	(37 365)	(102 516)	(139 881)
Transport	4	(2 579 352)	(4 300 100)	(3 170 269)	(11 256)	(3 181 525)
Hygiène du milieu	5	(4 211 598)	(910 200)	(2 627 914)	(4 033 383)	(6 661 297)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(34 778)	(360 000)	(2 730)	()	(2 730)
Loisirs et culture	8	(2 098 070)	(1 504 900)	(3 542 385)	()	(3 542 385)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(9 250 809)	(7 167 500)	(9 545 520)	(4 150 611)	(13 696 131)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	10 648 101	4 014 200	1 988 538	1 331 512	3 320 050
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	258 816		97 643	13 945	111 588
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15			90 000		90 000
Excédent de fonctionnement affecté	16	2 367 950	850 600	1 465 000		1 465 000
Réserves financières et fonds réservés	17	1 201 320	505 700	34 000	(137 092)	(103 092)
	18	3 828 086	1 356 300	1 686 643	(123 147)	1 563 496
	19	5 225 378	(1 797 000)	(5 870 339)	(2 942 246)	(8 812 585)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	5 862 638		400 110	(1 302 460)	(902 350)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 022 806		2 586 502		8 637 806	2 225 737	10 863 543
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(9 250 809 )	(	7 167 500 )	(	9 545 520)	(4 150 611)	(13 696 131)
Produit de cession	3					46 325	2 424	48 749
Amortissement	4	5 275 999		5 275 998		5 585 467	1 019 303	6 604 770
(Gain) perte sur cession	5					53 633	(2 424)	51 209
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(3 974 810)		(1 891 502)		(3 860 095)	(3 131 308)	(6 991 403)
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9	18 108				10 651	(328)	10 323
Variation des autres actifs non financiers	10	(184 822)				261 199	(91 737)	169 462
	11	(166 714)				271 850	(92 065)	179 785
	12	(1 118 718)		695 000		5 049 561	(997 636)	4 051 925
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 118 718)		695 000		5 049 561	(997 636)	4 051 925
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(46 101 035)				(44 828 298)	(1 625 708)	(46 454 006)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	2 391 455						
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(43 709 580)				(44 828 298)	(1 625 708)	(46 454 006)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(44 828 298)				(39 778 737)	(2 623 344)	(42 402 081)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>	<u>Total</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	4 310 309	6 603 655	3 200 053	9 803 708
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	7 186 373	11 651 560	2 856 801	14 498 274
Prêts (note 6)	4	59 958	59 958		59 958
Placements de portefeuille (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	11 556 640	18 315 173	6 056 854	24 361 940
PASSIFS					
Découvert bancaire	10			179 897	179 897
Emprunts temporaires (note 10)	11			1 904 826	1 904 826
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	5 893 517	5 727 870	1 164 272	6 882 055
Revenus reportés (note 12)	13	22 295	60 987	6 890	67 877
Dette à long terme (note 13)	14	49 916 126	51 602 053	5 218 147	56 820 200
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	553 000	703 000	206 166	909 166
	16	56 384 938	58 093 910	8 680 198	66 764 021
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(44 828 298)	(39 778 737)	(2 623 344)	(42 402 081)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	121 142 500	125 002 595	22 446 478	147 449 073
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	241 511	230 860	11 487	242 347
Autres actifs non financiers (note 17)	21	305 091	43 892	157 700	201 592
	22	121 689 102	125 277 347	22 615 665	147 893 012
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	3 774 367	3 804 080	2 579 778	6 383 858
Excédent de fonctionnement affecté	24	1 946 278	1 876 357	634 914	2 511 271
Réserves financières et fonds réservés	25	562 475	1 537 396	319 995	1 857 391
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(126 920)	(194 148)	(65 860)	(260 008)
Financement des investissements en cours	27	(1 522 393)	(1 270 981)	(1 441 139)	(2 712 120)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	72 226 997	79 745 906	17 964 633	97 710 539
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	76 860 804	85 498 610	19 992 321	105 490 931

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 022 806	8 637 806	2 225 737	10 863 543
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	5 275 999	5 585 467	1 019 303	6 604 770
Autres					
- PERTE (GAIN) SUR CESSION	3		53 633	(2 424)	51 209
-	4				
	5	8 298 805	14 276 906	3 242 616	17 519 522
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	1 250 821	(4 465 187)	(1 893 675)	(6 382 612)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(559 837)	(165 647)	104 069	(37 828)
Revenus reportés	9	(37 457)	38 692	(59)	38 633
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	223 490	150 000	(39 559)	110 441
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	18 108	10 651	(328)	10 323
Autres actifs non financiers	13	(184 822)	261 199	(91 737)	169 462
	14	9 009 108	10 106 614	1 321 327	11 427 941
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	9 250 809 ) (	9 545 520 ) (	4 150 611 ) (	13 696 131)
Produit de cession	16		46 325	2 424	48 749
	17	(9 250 809)	(9 499 195)	(4 148 187)	(13 647 382)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22				
	23				
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	10 782 900	7 437 000	2 067 814	9 504 814
Remboursement de la dette à long terme	25 (	5 373 378 ) (	5 734 825 ) (	453 079 ) (	6 187 904)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(4 929 500)		1 787 521	1 787 521
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(95 481)	(16 248)		(16 248)
Autres					
-	28				
-	29				
	30	384 541	1 685 927	3 402 256	5 088 183
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	142 840	2 293 346	575 396	2 868 742
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	4 167 469	4 310 309	2 444 760	6 755 069
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	4 310 309	6 603 655	3 020 156	9 623 811

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	8 722 717	9 340 500	9 519 159	3 068 675	12 587 834
Charges sociales	2	2 379 788	2 462 500	2 268 644	717 469	2 986 113
Biens et services	3	8 722 920	9 260 800	7 479 571	5 862 904	13 303 180
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 131 581	1 177 500	1 143 208	146 597	1 289 805
D'autres organismes municipaux	5	96 983		85 165		85 165
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	33 078	183 400	99 464		99 464
D'autres tiers	7	260 562	232 900	188 591		188 591
Autres frais de financement	8	410 189	245 600	142 100	45 388	187 488
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	7 860 224	8 528 300	9 598 725		2 616 360
Autres	10	56 425		58 573		58 573
Autres organismes	11	515 966	502 000	510 555	23 238	533 793
Amortissement des immobilisations	12	5 275 999	5 275 998	5 585 467	1 019 303	6 604 770
Autres						
- AUTRES	13	(160 633)	5 000	90 174		90 174
-	14					
-	15					
	16	35 305 799	37 214 498	36 769 396	10 883 574	40 631 310

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Redressées note 20				
Revenus				
Taxes	1	32 332 800	32 941 690	31 797 168
Compensations tenant lieu de taxes	2	627 600	635 380	729 275
Quotes-parts	3	365 541	367 557	235 024
Transferts	4	2 764 023	8 872 784	1 182 547
Services rendus	5	3 494 168	4 237 750	3 774 877
Imposition de droits	6	1 644 900	1 783 597	1 545 377
Amendes et pénalités	7	1 378 106	1 419 164	1 388 683
Intérêts	8	184 406	206 530	252 617
Autres revenus	9	991 087	1 030 401	785 213
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	43 782 631	51 494 853	41 690 781
Charges				
Administration générale	12	5 438 914	5 307 520	4 833 848
Sécurité publique	13	6 828 095	7 164 937	6 847 922
Transport	14	10 579 764	9 954 222	9 651 596
Hygiène du milieu	15	7 798 611	7 936 231	7 744 328
Santé et bien-être	16	1 504	1 604	1 705
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 187 195	1 287 012	1 160 887
Loisirs et culture	18	6 856 589	7 129 271	6 635 063
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	2 113 997	1 850 513	2 128 838
	21	40 804 669	40 631 310	39 004 187
Excédent (déficit) de l'exercice	22	2 977 962	10 863 543	2 686 594
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		92 444 007	89 546 305
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		2 183 381	2 391 455
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		94 627 388	91 937 760
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		105 490 931	94 624 354

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 977 962	10 863 543	2 686 594
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	7 922 789 ) (	13 696 131 ) (	9 779 772)
Produit de cession	3		48 749	2 011
Amortissement	4	5 671 392	6 604 770	6 315 763
(Gain) perte sur cession	5		51 209	(2 011)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(2 251 397)	(6 991 403)	(3 464 009)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		10 323	15 530
Variation des autres actifs non financiers	10		169 462	(197 187)
	11		179 785	(181 657)
	12	726 565	4 051 925	(959 072)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	726 565	4 051 925	(959 072)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(46 454 006)	(47 886 389)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			2 391 455
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(46 454 006)	(45 494 934)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(42 402 081)	(46 454 006)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	9 803 708	6 616 382
Placements temporaires	2		138 687
Débiteurs (note 5)	3	14 498 274	8 115 662
Prêts (note 6)	4	59 958	59 958
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	24 361 940	14 930 689
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	179 897	
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 904 826	117 305
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	6 882 055	6 919 883
Revenus reportés (note 12)	13	67 877	29 244
Dette à long terme (note 13)	14	56 820 200	53 519 538
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	909 166	798 725
	16	66 764 021	61 384 695
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(42 402 081)	(46 454 006)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	147 449 073	140 454 636
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	242 347	252 670
Autres actifs non financiers (note 17)	21	201 592	371 054
	22	147 893 012	141 078 360
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	105 490 931	94 624 354

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	10 863 543	2 686 594
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	6 604 770	6 315 763
Autres			
- PERTE (GAIN) SUR CESSION	3	51 209	(2 011)
-	4		
	5	17 519 522	9 000 346
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(6 382 612)	1 290 253
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(37 828)	(567 042)
Revenus reportés	9	38 633	(36 308)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	110 441	177 192
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	10 323	15 530
Autres actifs non financiers	13	169 462	(197 187)
	14	11 427 941	9 682 784
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(13 696 131)	(9 779 772)
Produit de cession	16	48 749	2 011
	17	(13 647 382)	(9 777 761)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	9 504 814	10 956 658
Remboursement de la dette à long terme	25	(6 187 904)	(5 640 453)
Variation nette des emprunts temporaires	26	1 787 521	(4 889 455)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(16 248)	(95 481)
Autres			
-	28		
-	29		
	30	5 088 183	331 269
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	2 868 742	236 292
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	6 755 069	6 518 777
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	9 623 811	6 755 069

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Beloeil est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1 et 19-2, et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne de l'organisme contrôlé faisant partie du périmètre comptable, ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe. Le périmètre comptable de la Ville comprend l'organisme périmunicipal et partenariats suivants dans les proportions indiquées :

	<u>% détenu</u>
Corporation de développement économique régional de Beloeil	100,00 %
Conseil intermunicipal de transport de la Vallée du Richelieu	21,43 %
Régie intermunicipale du transport adapté de la Vallée du Richelieu	32,84 %
Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de la Vallée du Richelieu	40,45 %
Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu	26,11 %
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	10,87 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

*Immobilisations*Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode d'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures	2,50 % à 6,67 %
Bâtiments	2,50 %
Bâtiments - Améliorations locatives	6,67 %
Véhicules	5,00 % à 10,00 %
Ameublement et équipement de bureau	10,00 % à 20,00 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5,00 %

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge de fonctionnement. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constatés en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

Avantages sociaux futurs :

- Passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
- Coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- Montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010.

Financement à long terme des activités de fonctionnement:

- Frais d'émission de la dette à long terme : sur une durée de 5 à 10 ans.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables**Paiement de transfert**

Au cours de l'exercice, la Ville a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts dont certains travaux ont été réalisés. Antérieurement, la Ville ne constatait que la partie de la subvention qui était exigible et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement, alors que les interprétations de la norme comptable sur les paiements de transfert indiquent que ces subventions doivent être comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées par le cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Ville a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, les ajustements suivants :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Augmentation (diminution) \$
<u>État consolidé de la situation financière</u>	
Débiteurs - gouvernement du Québec et ses entreprises	2 180 347 \$
Dette nette	(2 180 347) \$
Excédent (déficit) accumulé	2 180 347 \$
<u>État consolidé des résultats</u>	
Revenus - transferts	(211 108) \$
Excédent de l'exercice	(211 108) \$
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	2 391 455 \$
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	2 180 347 \$

Passif au titre des sites contaminés

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260, « Passif au titre des sites contaminés ».

L'adoption de cette nouvelle norme, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2014, n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la Ville au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date.

Modification comptables futures

Le CCSP a publié le chapitre SP 3450 intitulé « Instruments financiers ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter tous les types d'instruments financiers, y compris les dérivés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2019. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 201 785	686 680
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	1 376 069	1 734 670
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	612	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	9 702 727	4 310 083
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 528 929	371 888
Organismes municipaux	8	742 410	855 188
Autres			
- Divers et amendes à recevoir	9	1 141 116	453 075
- Intérêts courus	10	6 411	390 758
	11	14 498 274	8 115 662
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	7 252 136	1 257 322
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14	35 248	
	15	7 287 384	1 257 322
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	282 498	285 931
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	59 958	59 958
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	59 958	59 958
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(909 166)	(798 725)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>(909 166)</u>	<u>(798 725)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 721 547	1 536 827
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	61 388	58 099
Régimes de retraite des élus municipaux	32	48 604	47 141
	33	<u>1 831 539</u>	<u>1 642 067</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

Note**10. Emprunts temporaires**

La Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de la Vallée du Richelieu dispose d'une acceptation bancaire d'un montant de 1 280 000 \$.

La Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de la Vallée du Richelieu dispose d'une marge de crédit d'un montant de 8 000 \$.

La Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu dispose d'une marge de crédit d'un montant de 5 300 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	37	2 512 977	3 276 500
Salaires et avantages sociaux	38	2 361 769	1 324 270
Dépôts et retenues de garantie	39	1 386 543	1 634 358
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Gouvernement du Canada	43	11 679	9 863
- Gouvernement du Québec	44	149 697	125 167
- Organismes Municipaux	45	180 740	279 529
- Autres	46	43 788	
- Intérêts dettes ong terme	47	234 862	270 196
	48	<u>6 882 055</u>	<u>6 919 883</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50	6 925	
Autres			
- Promoteurs et autres	51	60 952	24 159
- Régime de retraite des Élus	52		5 085
	53	67 877	29 244

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	4,60	2016	2035	54	55 642 198	52 034 703
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,57	4,97	2016	2026	58	1 546 978	1 806 800
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,65	3,37	2016	2019	60	90 848	51 408
Autres					61		70 203
					62	57 280 024	53 963 114
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(459 824)	(443 576)
					64	56 820 200	53 519 538

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme					Total 2015	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2016	65	73	5 772 734	81	38 400	90	272 190	98	6 083 324
2017	66	74	6 050 047	82	30 255	91	294 098	99	6 374 400
2018	67	75	5 283 131	83	20 840	92	250 527	100	5 554 498
2019	68	76	5 250 405	84	4 805	93	243 380	101	5 498 590
2020	69	77	4 247 727	85		94	244 487	102	4 492 214
2021 et +	70	78	29 038 154	86		95	242 296	103	29 280 450
	71	79	55 642 198	87	94 300	96	1 546 978	104	57 283 476
Intérêts et frais accessoires				88	(3 452)			105	(3 452)
	72	80	55 642 198	89	90 848	97	1 546 978	106	57 280 024

Note

Les intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition s'élèvent à 1 955 \$ (1 006 \$ en 2014).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(42 402 081)
Tiers		(46 454 006)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	(42 402 081)
		(46 454 006)
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	43 480 872	139	687 938	166	642 297	193	43 526 513
Eaux usées	112	33 634 346	140	941 958	167		194	34 576 304
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	70 256 382	141	2 927 809	168		195	73 184 191
Autres	114	21 092 870	142	1 044 742	169	546 611	196	21 591 001
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	22 229 076	144	205 805	171		198	22 434 881
Améliorations locatives	117	10 117	145	402	172		199	10 519
Véhicules	118	769 545	146	101 100	173	93 432	200	777 213
Ameublement et équipement de bureau	119	1 586 316	147	212 525	174	43 183	201	1 755 658
Machinerie, outillage et équipement divers	120	8 505 035	148	91 649	175	256 238	202	8 340 446
Terrains	121	5 662 453	149		176		203	5 662 453
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>207 227 012</u>	151	<u>6 213 928</u>	178	<u>1 581 761</u>	205	<u>211 859 179</u>
Immobilisations en cours	124	<u>558 938</u>	152	<u>7 482 203</u>	179		206	<u>8 041 141</u>
	125	<u>207 785 950</u>	153	<u>13 696 131</u>	180	<u>1 581 761</u>	207	<u>219 900 320</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	14 086 302	154	1 070 964	181	642 297	208	14 514 969
Eaux usées	127	9 642 090	155	840 859	182		209	10 482 949
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	22 956 919	156	2 395 483	183		210	25 352 402
Autres	129	5 888 072	157	990 150	184	549 644	211	6 328 578
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	7 982 124	159	531 527	186		213	8 513 651
Améliorations locatives	132	77 898	160	115	187		214	78 013
Véhicules	133	454 348	161	73 974	188	86 026	215	442 296
Ameublement et équipement de bureau	134	741 758	162	224 613	189	43 183	216	923 188
Machinerie, outillage et équipement divers	135	5 501 803	163	477 085	190	163 687	217	5 815 201
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>67 331 314</u>	165	<u>6 604 770</u>	192	<u>1 484 837</u>	219	<u>72 451 247</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>140 454 636</u>					220	<u>147 449 073</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221	298 053	224	88 287	226	33 404	228	352 936
Amortissement cumulé	222	(217 450)	225	(42 302)	227	(33 404)	229	(226 348)
Valeur comptable nette	223	<u>80 603</u>					230	<u>126 588</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	
	234	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	163 567	363 046
Frais reportés			
- Autres	238	38 025	8 008
-	239		
	240	201 592	371 054

Note**18. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats et ententes échéant à différentes dates jusqu'en 2053, la Ville s'est engagée à verser une somme totale de 4 098 500 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les cinq prochains exercices les sommes suivantes :

- 2016	613 100 \$
- 2017	610 100 \$
- 2018	476 200 \$
- 2019	349 300 \$
- 2020	333 800 \$

De plus, la Ville s'est engagée en vertu de contrats de location de locaux, d'équipements et de véhicules échéant à différentes dates jusqu'en 2033, à verser des loyers totalisant 8 377 850 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats de location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à :

- 2016	1 112 700 \$
- 2017	1 264 900 \$
- 2018	1 283 900 \$
- 2019	1 304 700 \$
- 2020	1 325 900 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

La quote-part de la Ville dans des contrats de location d'équipement en vertu duquel la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent s'est engagée pour les 5 prochains exercices totalise 65 832 \$. La quote-part annuelle de la Ville se détaille comme suit :

2016	26 339 \$
2017	12 704 \$
2018	10 471 \$
2019	8 976 \$
2020	7 342 \$

La quote-part de la Ville dans des contrats échéants à différentes dates jusqu'en 2022 en vertu duquel la Régie intermunicipale de transport de la Vallée du Richelieu s'est engagée pour les 5 prochains exercices totalise 24 644 500 \$. La quote-part annuelle de la Ville se détaille comme suit :

2016	3 535 950 \$
2017	3 535 950 \$
2018	3 535 950 \$
2019	3 535 950 \$
2020	3 535 950 \$

La quote-part de la Ville dans des contrats échéants à différentes dates jusqu'en 2022 en vertu duquel la Régie intermunicipale de transport de la Vallée adapté du Richelieu s'est engagée pour les 5 prochains exercices totalise 305 100 \$. La quote-part annuelle de la Ville se détaille comme suit :

2016	48 440 \$
2017	48 440 \$
2018	48 440 \$
2019	48 440 \$
2020	48 440 \$

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville s'est portée garante pour un montant maximum de 100 000 \$ d'un emprunt contracté par l'agence de garde "Centre de la petite enfance Joujou de Beloeil Inc." Au 31 décembre 2015 le solde de l'emprunt s'élève à 230 500 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté La Vallée-du-Richelieu. Au 31 décembre 2015, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 496 520 \$.

Tout paiement pouvant résulter de ces garanties serait imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

b) Auto-assurance

La Ville pratique l'auto-assurance pour la maladie court terme de certaines catégories de son personnel. Aucune provision, ni réserve n'a été prise au 31 décembre 2015.

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent pratique l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

employés cadres.

c) Poursuites

Dans le cours normal des activités, la Ville fait l'objet de diverses réclamations totalisant 8 100 \$. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude l'issue des poursuites non réglées ou en suspens au 31 décembre 2015, le service juridique de la Ville est d'avis que leur règlement n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière, les résultats ni les flux de trésorerie de la Ville.

Au 31 décembre 2015, aucune provision relativement à ces causes n'est inscrite aux livres. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

voir Note 3 - Modification de méthodes comptables

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, après élimination des opérations réciproques. L'organisme contrôlé n'est pas inclus au budget consolidé n'ayant pas adopté de budget.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

22. Instruments financiers

S.O.

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 9 803 708	6 616 382
Découvert bancaire	242 (179 897)	()
Placements temporaires	243	138 687
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
-	248 ()	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
-	253 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254 9 623 811	6 755 069
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278		
Supportant les engagements de prêts	279		
Supportant les garanties de prêts	280		
	281		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	()
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

26 Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 3 400 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

Les Régies possèdent également des fonds de roulement dont le capital total est fixé à 2 629 015 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ces fonds doivent être effectuées sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 6 383 858	5 293 242
Excédent de fonctionnement affecté	2 2 511 271	2 132 538
Réserves financières et fonds réservés	3 1 857 391	1 121 054
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (260 008) (197 129)	
Financement des investissements en cours	5 (2 712 120)	(1 661 073)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 97 710 539	87 935 722
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 105 490 931	94 624 354
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 3 804 080	3 774 367
Organismes contrôlés	10 2 579 778	1 518 875
	11 6 383 858	5 293 242
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- ÉVENTUALITÉS	12 125 000	125 000
- INFORMATIQUE ET BÂTIMENT	13 1 255 000	1 444 400
- VÉHICULE	14	100 000
- ÉQUIPEMENTS DE PARCS	15 5 000	5 000
- POURSUITES ET PYRITES	16 24 957	30 478
- RÉSEAU PISTE CYCLABLE	17 20 000	
- ÉLECTION	18 160 000	80 000
- DIVERS	19 161 400	161 400
- BUDGET PARTICIPATIF	20 125 000	
	21 1 876 357	1 946 278
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
- Autres	24 634 914	186 260
	25 634 914	186 260
	26 2 511 271	2 132 538
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
- 89-06	28 164 721	146 717
-	29	
-	30	
-	31	
	32 164 721	146 717
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 1 029 693	486 256
Fonds parcs et terrains de jeux	34 101 711	43 742
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 262 089	136 992
Financement des activités de fonctionnement	38 289 792	273 315
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
- FONDS DE STATIONNEMENT	41 9 385	34 032
-	42	
-	43	
-	44	
	45 1 692 670	974 337
	46 1 857 391	1 121 054

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 (88 683) ()	95 097)
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 ((22 823)) ()	(24 888))
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres		
-	59 () ()	()
-	60 () ()	()
	61 (65 860) ()	70 209)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 (194 148) ()	126 920)
	64 (260 008) ()	197 129)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 2 905 120	5 777 577
Investissements à financer	66 (5 617 240) ()	7 438 650)
	67 (2 712 120)	(1 661 073)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 147 449 073	140 454 636
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70 59 958	59 958
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 147 509 031	140 514 594
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 56 820 200	53 519 538
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 459 824	443 576
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (7 287 384) ()	1 257 322)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (194 148) ()	126 920)
	79 49 798 492	52 578 872
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 49 798 492	52 578 872
	82 97 710 539	87 935 722

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de service reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de service reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2 % de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de service reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de service reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0,5 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0,35 % de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a). De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de service reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de service reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Relativement aux années de service reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de service reconnues à compter du 1er janvier 2008: les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 2 %. (Exception pour les employés de bureau et des préposés aux communications pour qui les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6,5 % au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté aux années futures.)

9. Règle du 50 % (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50 % de la valeur de toute prestation résultant des années de service reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations

Pour les années de service reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de service reconnues à compter du 1er janvier 2008:

a) Policiers syndiqués: 9 % du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50 % de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9,95 % à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

b) Cadres: 50 % de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 12,15 % à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 8 % du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50 % de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9 % du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 8,80 % à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

11. Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent de l'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute l'année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, des prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédent, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés au régime représentent au moins un montant égal à 100 % des cotisations salariales de tous les participants actifs.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (798 725)	(621 533)
Charge de l'exercice	5 (1 721 547)	(1 536 827)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 611 106	1 359 635
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(909 166)</u>	<u>(798 725)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 32 810 594	30 353 941
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (36 313 694)	(32 799 876)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (3 503 100)	(2 445 935)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 2 593 934	1 647 210
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (909 166)	(798 725)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(909 166)</u>	<u>(798 725)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>4</u>	<u>4</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 32 810 594	30 353 941
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (36 313 694)	(32 799 876)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(3 503 100)</u>	<u>(2 445 935)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 434 113	1 355 398
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 555 000	(1 739 362)
	21 1 989 113	(383 964)
Cotisations salariales des employés	22 (719 795)	(720 836)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 1 269 318	(1 104 800)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 277 909	533 776
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 11 999	1 749 034
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 559 226</u>	<u>1 178 010</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 1 954 308	1 897 641
Rendement espéré des actifs	34 (1 791 987)	(1 538 824)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 162 321	358 817
Charge de l'exercice	36 <u>1 721 547</u>	<u>1 536 827</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 1 600 002	3 514 025
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (1 791 987)	(1 538 824)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (191 985)	1 975 201
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (1 043 646)	1 636 114
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (1 028 749)	1 540 177
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 32 904 928	30 645 312
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 24 000	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,65 %	5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,85 %	5,70 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 ()	()
Charge de l'exercice	60 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 2

Description des régimes et autres renseignements

Conditionnellement à une contribution équivalente, la Ville convient de contribuer à un compte REER pour et au nom de chacun des pompiers à temps partiel un montant maximum équivalent à 6,0 % du salaire admissible.

La Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu verse une contribution annuelle égale à celle de l'employé jusqu'à concurrence de 7 % du salaire admissible pour ses employés syndiqués et 8,0 % pour ses employés non syndiqués. Le taux de cotisation maximum pour les employés non syndiqués atteindra 9 % en 2016.

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	61 388	58 099

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	45	44

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM 97	13 903	13 907
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	48 604	47 141
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	48 604	47 141
	48 604	47 141

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	52 061 877
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	4 176 101
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	6 551 082
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	256 851
Autres		
- REVENUS REPORTÉS - PROMOTEURS	12	16 719
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	49 413 326
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	5 922 984
Endettement net à long terme	16	55 336 310
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	496 520
Communauté métropolitaine	18	147 097
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	55 979 927
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	55 979 927
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	23 856 700	24 170 230	24 170 230	23 190 003
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8	1 000	1 011	1 011	1 011
	9	23 857 700	24 171 241	24 171 241	23 191 014
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 778 200	2 877 106	2 877 106	2 564 654
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	2 702 600	2 752 151	2 752 151	2 675 038
Matières résiduelles	13	1 394 600	1 398 375	1 398 375	1 361 056
Autres					
-Protection de l'environnement	14	419 600	426 321	426 321	416 743
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		87 516	87 516	95 617
Service de la dette	18	1 180 100	1 228 980	1 228 980	1 493 046
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	8 475 100	8 770 449	8 770 449	8 606 154
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	8 475 100	8 770 449	8 770 449	8 606 154
	26	32 332 800	32 941 690	32 941 690	31 797 168

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	175 200	176 618	176 618
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	424 300	429 897	429 897
	35	599 500	606 515	606 515
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36		47	47
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39		47	47
	40	599 500	606 562	606 562
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	27 400	28 085	28 085
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	700	733	733
Taxes d'affaires	43			
	44	28 100	28 818	28 818
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	627 600	635 380	635 380
				729 275

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	118 500	32 488	22 852
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		414 135	414 135
Transport adapté	61		101 881	108 568
Transport scolaire	62			
Autres	63		641 697	222 812
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	25 500	25 543	374
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	25 600	25 567	16 386
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	130 000	124 241	148 571
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	13 900	13 859	15 421
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84	700	713	850
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	11 400	11 395	13 042
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	37 000	151 372	44 467
Autres	88	25 000	48 000	55 050
Réseau d'électricité	89			
	90	387 600	433 178	1 062 528

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	583 000		
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98	10 000		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	214 000	1 639 786	
Réseau de distribution de l'eau potable	107		5 354 690	50 151
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	807 000	5 354 690	6 994 476
				50 151

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	267 400	276 291	276 291
Programme d'aide financière aux MRC	136			69 868
Autres	137			
	138	267 400	276 291	276 291
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 462 000	6 064 159	8 872 784
				1 182 547

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142		5 886	5 275
	143		5 886	5 275
Sécurité publique				
Police	144	272 100	274 055	234 760
Sécurité incendie	145	33 400	258 253	222 062
Sécurité civile	146			
Autres	147	74 000	2 917	2 531
	148	379 500	535 225	495 930
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150	10 000	2 398	4 714
Autres	151			
Transport collectif	152		1 989 103	1 509 441
Autres	153		76 063	
	154	10 000	2 398	2 067 564
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		30 642	31 852
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167		30 642	31 852
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	389 500	537 623	2 600 022
				2 000 885

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	33 700	49 135	47 613
Sécurité publique	183	127 500	121 865	353 704
Transport				
Réseau routier	184	196 900	140 443	164 493
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186		102 204	98 556
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189		14 448	19 290
Hygiène du milieu	190	46 300	87 835	48 006
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	38 100	33 289	34 815
Loisirs et culture	193	951 800	903 821	1 007 515
Réseau d'électricité	194			
	195	1 394 300	1 350 836	1 773 992
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 783 800	1 888 459	3 774 877
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	56 600	59 473	42 555
Droits de mutation immobilière	198	1 588 300	1 724 124	1 502 822
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	1 644 900	1 783 597	1 545 377
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	785 800	899 669	1 388 683
INTÉRÊTS	203	174 100	172 016	252 617
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(53 633)	2 011
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	990 000	900 787	348 909
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			187 614
Autres contributions	210			
Autres	211		175 078	246 679
	212	990 000	1 022 232	785 213

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	466 400	435 642	4 642	440 284	440 284	465 422
Application de la loi	2	506 807	512 535	4 321	516 856	516 856	485 037
Gestion financière et administrative	3	1 929 086	1 932 105	98 481	2 030 586	2 030 586	1 856 267
Greffe	4	428 586	343 916	5 481	349 397	349 397	347 569
Évaluation	5	217 124	196 535		196 535	196 535	183 731
Gestion du personnel	6	430 789	482 961	2 232	485 193	485 193	446 887
Autres	7	1 334 197	1 258 660	30 006	1 288 666	1 288 669	1 048 935
	8	5 312 989	5 162 354	145 163	5 307 517	5 307 520	4 833 848
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 425 364	3 513 268	126 154	3 639 422	4 073 421	4 056 756
Sécurité incendie	10	2 058 165	2 509 449	111 113	2 620 562	2 620 562	2 400 114
Sécurité civile	11	8 120	41 741	14 212	55 953	55 953	19 571
Autres	12	413 780	415 001		415 001	415 001	371 481
	13	5 905 429	6 479 459	251 479	6 730 938	7 164 937	6 847 922
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 902 410	1 704 943	1 134 428	2 839 371	2 839 371	2 859 236
Enlèvement de la neige	15	1 073 220	1 116 257	50 065	1 166 322	1 166 322	1 103 887
Éclairage des rues	16	324 125	326 428	206 480	532 908	532 908	530 721
Circulation et stationnement	17	293 922	374 842	607 692	982 534	982 534	887 643
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 027 391	1 688 295	2 145	1 690 440	4 221 748	4 068 179
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	5 600	6 161		6 161	211 339	201 930
	22	5 626 668	5 216 926	2 000 810	7 217 736	9 954 222	9 651 596

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 236 082	1 208 299		1 208 299	1 005 198	1 004 754
Réseau de distribution de l'eau potable	24	952 649	788 457	882 501	1 670 958	1 670 958	1 639 062
Traitement des eaux usées	25	1 010 638	952 003		952 003	1 654 481	1 593 170
Réseaux d'égout	26	734 510	585 119	825 826	1 410 945	1 410 945	1 445 764
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 391 767	1 611 938		1 611 938	1 611 938	1 255 363
Élimination	28						
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	583 107	321 526	8 766	330 292	330 292	564 329
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	158 893	161 262	6 382	167 644	167 644	163 258
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37			22 931	22 931	22 931	44 266
Protection de l'environnement	38	64 993	59 108	2 736	61 844	61 844	34 362
Autres	39						
	40	6 132 639	5 687 712	1 749 142	7 436 854	7 936 231	7 744 328
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	1 504	1 604		1 604	1 604	1 705
	44	1 504	1 604		1 604	1 604	1 705
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	727 126	836 992	36 175	873 167	873 231	765 683
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46			32 901	32 901	32 901	32 901
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	295 387	293 446	85 321	378 767	378 767	360 190
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51			2 113	2 113	2 113	2 113
	52	1 022 513	1 130 438	156 510	1 286 948	1 287 012	1 160 887

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 788 550	1 676 910	26 400	1 703 310	1 703 310	1 516 489
Patinoires intérieures et extérieures	54	636 434	688 460	113 212	801 672	801 672	700 453
Piscines, plages et ports de plaisance	55	329 211	195 775	62 037	257 812	257 812	336 479
Parcs et terrains de jeux	56	1 604 842	1 596 546	910 154	2 506 700	2 506 700	2 323 289
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	49 642	46 876		46 876	46 876	45 918
Autres	59						
	60	4 408 679	4 204 567	1 111 803	5 316 370	5 316 370	4 922 628
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	242 007	227 620	42 402	270 022	270 022	268 147
Bibliothèques	62	1 020 667	1 002 459	102 184	1 104 643	1 104 643	998 631
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	426 005	412 262	25 974	438 236	438 236	445 657
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	1 688 679	1 642 341	170 560	1 812 901	1 812 901	1 712 435
	67	6 097 358	5 846 908	1 282 363	7 129 271	7 129 271	6 635 063
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	1 531 900	1 379 578		1 379 578	1 526 175	1 513 263
Autres frais	70	61 900	136 850		136 850	136 850	142 062
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	225 800	117 000		117 000	162 320	358 817
Autres	72	19 800	25 100		25 100	25 168	114 696
	73	1 839 400	1 658 528		1 658 528	1 850 513	2 128 838
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	5 275 998	5 585 467	(5 585 467)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Beloeil

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Beloeil (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique noA106981

Granby

DATE 2016-05-24

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	32 941 690
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>32 941 690</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 661 215		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	87 516		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>3 748 731</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>29 192 959</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	630 200	758 604	3 609 485
Usines de traitement de l'eau potable	2		3 517 730	288 565
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	160 000	1 793 765	573 253
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 206 000	2 971 705	2 078 582
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		10 431	305 485
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 642 000	1 021 266	1 125 487
Autres infrastructures	11	45 000	75 762	61 145
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	92 500	13 397	16 736
Édifices communautaires et récréatifs	14	254 000	2 570 129	776 936
Améliorations locatives	15		402	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		3 570	89 659
Ameublement et équipement de bureau	18	137 800	223 585	271 267
Machinerie, outillage et équipement divers	19		103 306	567 772
Terrains	20			15 400
Autres	21		4 638	
	22	7 167 500	9 545 520	9 779 772

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		620 198	3 609 485
Usines de traitement de l'eau potable	24		3 517 730	288 565
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		1 389 477	573 253
Autres infrastructures	27		3 785 139	3 211 885
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		138 406	
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		404 288	
Autres infrastructures	32		294 025	358 814
Autres immobilisations	33		2 913 987	1 737 770
	34		9 545 520	9 779 772

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	52 034 703	9 434 415	5 826 920	55 642 198
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	1 806 800		259 822	1 546 978
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	51 408	70 399	30 959	90 848
Autres	6	70 203		70 203	
	7	53 963 114	9 504 814	6 187 904	57 280 024
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	7 871 363	28 500	1 499 873	6 399 990
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	43 013 292	5 206 459	4 627 101	43 592 650
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	50 884 655	5 234 959	6 126 974	49 992 640
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 257 322	6 055 744	60 930	7 252 136
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18		35 248		35 248
	19	1 257 322	6 090 992	60 930	7 287 384
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	1 257 322	6 090 992	60 930	7 287 384
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22	1 821 137	(1 821 137)		
Prêts	23				
Autres	24				
	25	3 078 459	4 269 855	60 930	7 287 384
	26	53 963 114	9 504 814	6 187 904	57 280 024
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	53 963 114	9 504 814	6 187 904	57 280 024

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	680 600	679 204	679 204
Sécurité publique				
Police	4	3 417 100	3 417 113	
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 720 900	1 441 634	
Autres	10	69 100		
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	2 207 000	2 123 618	
Matières résiduelles	12	324 800	1 885 290	1 885 290
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			304 041
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	51 900	51 866	51 866
Autres	21			54 227
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	56 900		
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	8 528 300	9 598 725	2 616 360
				976 662

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	35,00	32,50	3 118 256	742 836	3 861 092
Professionnels	2					
Cols blancs	3	42,00	32,50	2 094 765	499 018	2 593 783
Cols bleus	4	66,00	40,00	3 094 569	737 193	3 831 762
Policiers	5					
Pompiers	6	14,00	40,00	921 916	219 620	1 141 536
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	157,00		9 229 506	2 198 667	11 428 173
Élus	9	9,00		304 618	73 709	378 327
	10	166,00		9 534 124	2 272 376	11 806 500

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	25 543	5 354 690			5 380 233
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	25 567				25 567
Autres	16	257 828			400 531	658 359
	17	308 938	5 354 690		400 531	6 064 159

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	512 535	27	4 321	53	516 856	79	19 960	105	496 896	131
Évaluation	2	196 535	28		54	196 535	80	575	106	195 960	132
Autres	3	4 453 284	29	140 842	55	4 594 126	81	28 600	107	4 565 526	133
	4	5 162 354	30	145 163	56	5 307 517	82	49 135	108	5 258 382	134
Sécurité publique											
Police	5	3 513 268	31	126 154	57	3 639 422	83	274 055	109	3 365 367	135
Sécurité incendie	6	2 509 449	32	111 113	58	2 620 562	84	383 033	110	2 237 529	136
Sécurité civile	7	41 741	33	14 212	59	55 953	85		111	55 953	137
Autres	8	415 001	34		60	415 001	86		112	415 001	138
	9	6 479 459	35	251 479	61	6 730 938	87	657 088	113	6 073 850	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 704 943	36	1 134 428	62	2 839 371	88	125 703	114	2 713 668	140
Enlèvement de la neige	11	1 116 257	37	50 065	63	1 166 322	89	31 587	115	1 134 735	141
Autres	12	701 270	38	814 172	64	1 515 442	90		116	1 515 442	142
Transport collectif	13	1 688 295	39	2 145	65	1 690 440	91		117	1 690 440	143
Autres	14	6 161	40		66	6 161	92		118	6 161	144
	15	5 216 926	41	2 000 810	67	7 217 736	93	157 290	119	7 060 446	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 208 299	42		68	1 208 299	94		120	1 208 299	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	788 457	43	882 501	69	1 670 958	95	38 155	121	1 632 803	147
Traitement des eaux usées	18	952 003	44		70	952 003	96		122	952 003	148
Réseaux d'égout	19	585 119	45	825 826	71	1 410 945	97		123	1 410 945	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	1 611 938	46		72	1 611 938	98		124	1 611 938	150
Matières recyclables	21	482 788	47	15 148	73	497 936	99	49 681	125	448 255	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49	22 931	75	22 931	101		127	22 931	153
Protection de l'environnement	24	59 108	50	2 736	76	61 844	102		128	61 844	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	5 687 712	52	1 749 142	78	7 436 854	104	87 836	130	7 349 018	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157		172		187		202		217		232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	1 604	174		189	1 604	204		219	1 604	234
	160	1 604	175		190	1 604	205		220	1 604	235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	836 992	176	36 175	191	873 167	206	30 962	221	842 205	236 123 839
Rénovation urbaine	162		177	32 901	192	32 901	207		222	32 901	237
Promotion et développement économique	163	293 446	178	85 321	193	378 767	208		223	378 767	238 7 304
Autres	164		179	2 113	194	2 113	209	2 327	224	(214)	239
	165	1 130 438	180	156 510	195	1 286 948	210	33 289	225	1 253 659	240 131 143
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	4 204 567	181	1 111 803	196	5 316 370	211	706 461	226	4 609 909	241 209 512
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	1 002 459	182	102 184	197	1 104 643	212	47 665	227	1 056 978	242 2 655
Autres	168	639 882	183	68 376	198	708 258	213	149 695	228	558 563	243 7 328
	169	5 846 908	184	1 282 363	199	7 129 271	214	903 821	229	6 225 450	244 219 495
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	29 525 401	186	5 585 467	201	35 110 868	216	1 888 459	231	33 222 409	246 1 658 528

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1	14 965	
Charges sociales	2	3 732	
Biens et services	3	9 526 823	9 250 809
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	9 545 520	9 250 809

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	3 774 367	4 190 800
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	3 774 367	4 190 800
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 786 523	1 723 366
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(150 000)	
Activités d'investissement	6	(90 000)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 516 810)	(2 139 799)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	29 713	(416 433)
Solde à la fin de l'exercice	12	3 804 080	3 774 367
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 946 278	2 195 639
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 946 278	2 195 639
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(121 731)	(21 210)
Activités d'investissement	17	(1 465 000)	(2 367 950)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 516 810	2 139 799
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(69 921)	(249 361)
Solde à la fin de l'exercice	22	1 876 357	1 946 278
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	562 475	1 157 977
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	562 475	1 157 977
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	860 223	520 800
Activités d'investissement	27	(34 000)	(1 201 320)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	148 698	85 018
	30	974 921	(595 502)
Solde à la fin de l'exercice	31	1 537 396	562 475

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (1 680 404)	(1 739 926)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33 1 553 484	1 739 926
Solde redressé au début de l'exercice	34 (126 920)	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 (93 772)	(126 920)
	48 (93 772)	(126 920)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50 26 544	
	51 26 544	
Solde à la fin de l'exercice	52 (194 148)	(126 920)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (1 522 393)	(7 300 013)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (1 522 393)	(7 300 013)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56 400 110	5 862 638
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58 (148 698)	(85 018)
	59 251 412	5 777 620
	60 (1 270 981)	(1 522 393)
Solde à la fin de l'exercice	61 (1 270 981)	(1 522 393)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 71 600 134	72 942 066
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63 626 863	651 529
Solde redressé au début de l'exercice	64 72 226 997	73 593 595
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 7 518 909	(1 366 598)
	67 79 745 906	72 226 997
Solde à la fin de l'exercice	68 79 745 906	72 226 997

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>3 400 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	<u>3 400 000</u>
	5	
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 400 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 131 753	2	3	4 148 698	5 (23 600)	6	7 256 851
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15 131 753	16	17	18 148 698	19 (23 600)	20	21 256 851

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 7 | 8 | 7 | 5 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 9 | 4 | 5 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 8 | 4 | 8 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 8 | 3 | 8 | 0 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 5 | 7 | 5 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 7 | 8 | 7 | 5 □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[2|5|6] , [0|0] \$	
Égout	2	[] [] [] , [] [] \$	
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$	
Traitement des eaux usées	4	[2|7|4] , [0|0] \$	
Matières résiduelles	5	[1|6|0] , [0|0] \$	

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code¹	Préciser
Piscine	40,0000	4	
Protection de l'environnement	43,0000	7	unité de logement
Répartitions locales		2	Taux variant selon les règlements
Consommation d'eau (excédent)	,5502	7	Par mètre cube excédant de 181.7 mètres cubes
Assainissement des eaux (excédent)	,1800	7	Par mètre cube excédant de 408.9 mètres cubes

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	_____	81 333 \$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 777 RUE LAURIER
(no) (rue)
BELOEIL J3G 4S9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 467-2835
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 464-5445
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finances@ville.beloeil.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Cathy Goyette

Téléphone (450) 467-2835
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 464-5445
(ind. rég.) (numéro)

Courriel cgoyette@ville.beloeil.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 35 Dufferin
(no) (rue)
Granby J2G 4W5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 375-4400
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 375-0128
(ind. rég.) (numéro)

Courriel legendre.marc@rcgt.com

Responsable du dossier M.Marc Legendre FCPA auditeur, FCA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , CATHY GOYETTE , atteste que le rapport financier consolidé de Beloil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-05-24 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Beloil .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Beloil consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Beloil détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 10 863 543 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,1448 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-05-20 13:44:31

Date de transmission au Ministère : 2016/05/26

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Beloeil

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	37 691 345	38 004 000	39 136 753	11 469 525	43 584 618
Investissement	2	637 260	1 797 000	6 270 449	1 639 786	7 910 235
	3	38 328 605	39 801 000	45 407 202	13 109 311	51 494 853
Charges	4	35 305 799	37 214 498	36 769 396	10 883 574	40 631 310
Excédent (déficit) de l'exercice	5	3 022 806	2 586 502	8 637 806	2 225 737	10 863 543
Moins : revenus d'investissement	6 (	637 260 ) (	1 797 000 ) (	6 270 449 ) (	1 639 786 ) (	7 910 235)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	2 385 546	789 502	2 367 357	585 951	2 953 308
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	5 275 999	5 275 998	5 585 467	1 019 303	6 604 770
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	134 800		93 772		93 772
Remboursement de la dette à long terme	10 (	5 314 573 ) (	5 515 500 ) (	5 673 896 ) (	453 079 ) (	6 126 975)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	258 816 ) (		97 643 ) (	13 945 ) (	111 588)
Excédent (déficit) accumulé	12	(499 590)	(550 000)	(588 492)	613 976	25 484
Autres éléments de conciliation	13			99 958		99 958
	14	(662 180)	(789 502)	(580 834)	1 166 255	585 421
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 723 366		1 786 523	1 752 206	3 538 729

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	7 186 373	11 651 560	14 498 274
Autres	2	4 370 267	6 663 613	9 863 666
	3	11 556 640	18 315 173	24 361 940
Passifs				
Dette à long terme	4	49 916 126	51 602 053	56 820 200
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	553 000	703 000	909 166
Autres	6	5 915 812	5 788 857	9 034 655
	7	56 384 938	58 093 910	66 764 021
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(44 828 298)	(39 778 737)	(42 402 081)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	121 142 500	125 002 595	147 449 073
Autres	10	546 602	274 752	443 939
	11	121 689 102	125 277 347	147 893 012
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	3 774 367	3 804 080	6 383 858
Excédent de fonctionnement affecté	13	1 946 278	1 876 357	2 511 271
Réserves financières et fonds réservés	14	562 475	1 537 396	1 857 391
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	126 920 ) (	194 148 ) (	260 008) (
Financement des investissements en cours	16	(1 522 393)	(1 270 981)	(2 712 120)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	72 226 997	79 745 906	97 710 539
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			
	19	76 860 804	85 498 610	105 490 931
				94 624 354

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- ÉVENTUALITÉS	20	125 000	125 000
- INFORMATIQUE ET BÂTIMENT	21	1 255 000	1 444 400
- VÉHICULE	22		100 000
- ÉQUIPEMENTS DE PARCS	23	5 000	5 000
- POURSUITES ET PYRITES	24	24 957	30 478
- RÉSEAU PISTE CYCLABLE	25	20 000	
- ÉLECTION	26	160 000	80 000
- DIVERS	27	161 400	161 400
- BUDGET PARTICIPATIF	28	125 000	
	29	1 876 357	1 946 278
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30	634 914	186 260
	31	2 511 271	2 132 538
Réserves financières			
Fonds réservés	32	164 721	146 717
	33	1 692 670	974 337
	34	4 368 662	3 253 592

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalizations 2014	Budget 2015	Réalizations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	31 797 168	32 332 800	32 941 690	32 941 690
Compensations tenant lieu de taxes	2	729 275	627 600	635 380	635 380
Quotes-parts	3				367 557
Transferts	4	386 881	655 000	709 469	1 878 308
Services rendus	5	1 992 604	1 783 800	1 888 459	4 237 750
Autres	6	2 785 417	2 604 800	2 961 755	3 523 933
	7	37 691 345	38 004 000	39 136 753	43 584 618
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	50 151	807 000	5 354 690	6 994 476
Autres	11	587 109	990 000	915 759	915 759
	12	637 260	1 797 000	6 270 449	7 910 235
	13	38 328 605	39 801 000	45 407 202	51 494 853

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	217 124	196 535		196 535	183 731
Autres	2	5 095 865	4 965 819	145 163	5 110 982	4 650 117
Sécurité publique						
Police	3	3 425 364	3 513 268	126 154	3 639 422	4 056 756
Sécurité incendie	4	2 058 165	2 509 449	111 113	2 620 562	2 400 114
Autres	5	421 900	456 742	14 212	470 954	391 052
Transport						
Réseau routier	6	3 593 677	3 522 470	1 998 665	5 521 135	5 381 487
Transport collectif	7	2 027 391	1 688 295	2 145	1 690 440	4 068 179
Autres	8	5 600	6 161		6 161	201 930
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	3 933 879	3 533 878	1 708 327	5 242 205	5 682 750
Matières résiduelles	10	2 133 767	2 094 726	15 148	2 109 874	1 982 950
Autres	11	64 993	59 108	25 667	84 775	78 628
Santé et bien-être	12	1 504	1 604		1 604	1 705
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	727 126	836 992	36 175	873 167	765 683
Promotion et développement économique	14	295 387	293 446	85 321	378 767	360 190
Autres	15			35 014	35 014	35 014
Loisirs et culture	16	6 097 358	5 846 908	1 282 363	7 129 271	6 635 063
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	1 839 400	1 658 528		1 658 528	2 128 838
Amortissement des immobilisations	19	5 275 998	5 585 467	(5 585 467)		
	20	37 214 498	36 769 396		36 769 396	39 004 187

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3